

26-09-2008

## A new tradition



PHOTO SUBMITTED

The students and community of l'École élémentaire catholique Ste-Bernadette in Blossom Park hosted the French television network Radio Canada (CBC) for the recording of the first student mass to air on public television. Students from Grades 1 to 6, along with parents and parishioners all enjoyed and embraced this first. The Eucharistic celebration presided by Father Doris Laplante under the theme Tu es une personne importante – You are an important person.

# Meurtre d'un éducateur de l'école De La Salle

## Les élèves sous le choc devant la mort de « M. Simo »

PHILIPPE ORFALI

porfali@ledroit.com

Un éducateur révérend par les élèves de l'école secondaire publique De La Salle d'Ottawa a été assassiné, dimanche après-midi dans sa résidence du quartier Manor Park.

Le corps de Simohammed El Fenne, que tout le monde appelait « Monsieur Simo », a été découvert dimanche soir vers 16 h. Aucun suspect n'a pour l'instant été identifié par la police d'Ottawa.

Une autopsie a été pratiquée hier matin sur le corps de la victime de 46 ans. Au même moment, des enquêteurs de l'unité des crimes majeurs de la police d'Ottawa effectuaient des fouilles dans le boisé situé derrière la résidence de M. El Fenne.

Il s'agit de tout un choc pour les quelque 1100 étudiants et le personnel de l'école De La Salle, située dans la basse-ville d'Ottawa.

« Simo était particulièrement dynamique et tout le monde le connaissait et l'appréciait, ce qui rend la situation encore plus difficile », a dit une enseignante de l'école.

Hier matin, avant le début des cours, la direction de l'école a convoqué les enseignants pour leur annoncer le décès.

Vers 8 h 50, les élèves ont été informés de la mort de « Monsieur Simo ».

La plupart des enseignants ont décidé de ne pas dispenser de cours hier matin, et une équipe d'intervention a été dépêchée à l'école afin de rencontrer les élèves.

« Au lieu d'un cours, nous avons partagé des souvenirs que nous avions de Monsieur Simo. Tout le monde en avait un, explique Yann, un élève de 11<sup>e</sup>



PHOTO SITE WEB FACEBOOK

Simohammed El Fenne

année. Pour nous, c'était bien plus qu'un prof. Il parlait toujours comme si c'était ton bon ami, et on pouvait être honnête avec lui. Nous nous rendions souvent à l'école à vélo ensemble.»

« Qui aurait bien pu lui vouloir du mal ?, s'interrogeait une autre élève. C'était le genre de personne qui t'encourageait constamment et qui avait toujours quelque chose de positif à dire. Il souriait sans cesse et se rappelait des noms des élèves. »

Au deuxième étage de De La Salle, une large bannière de papier a été apposée sur un mur, et les élèves et enseignants se sont succédé, hier, pour y laisser une courte note. « C'est un peu notre moyen de nous recueillir et d'exprimer notre tristesse et notre frustration », a dit une élève de 12<sup>e</sup> année.

Le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) n'a pas voulu confirmer depuis quand M. El Fenne était à l'embauche de l'école. Plusieurs élèves ont affirmé que celui-ci avait occupé depuis

deux ans et demi plusieurs postes administratifs, avant de devenir éducateur. L'homme d'origine marocaine, qui a notamment vécu en Belgique et à Montréal avant de s'établir à Ottawa, n'occupait pas un poste permanent.

Il était aussi entraîneur de l'équipe junior féminine de soccer de De La Salle, et travaillait avec les élèves ayant un handicap de déficience intellectuelle légère.

« Monsieur Simo, c'était le genre de professeur qui te donnait envie d'aller à l'école chaque matin. Je n'ai jamais rencontré quelqu'un comme lui. C'est une grande perte, non seulement pour DLS mais pour toute la communauté », a dit une autre étudiante, visiblement émue.

Sur le site Web de réseautage Facebook, un groupe a été créé à la mémoire de « Monsieur Simo ».

En quelques heures, le groupe comptait déjà de 250 membres. Une cérémonie à la mémoire de M. El Fenne pourrait être tenue vendredi à l'école De La Salle.

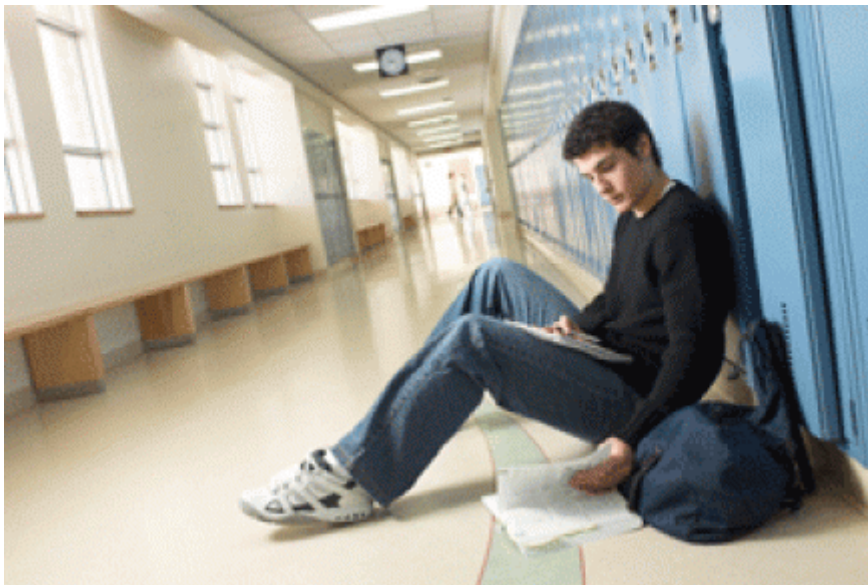


**cyberpresse.ca**

Publié le 29 septembre 2008 à 22h00 | Mis à jour le 29 septembre 2008 à 22h00

Une école du Pontiac lutte contre l'absentéisme

## Des points pour aller à l'école



Archives



**Dominique La Haye**  
Le Droit

À l'école secondaire Sieur-de-Coulonge dans le Pontiac les élèves s'assurent de glisser leurs devoirs, mais encore plus leur carte à points dans leur sac à dos. Car là-bas, leur présence sur les bancs d'école vaut des «points de récompenses».

L'établissement situé à Fort-Coulonge a pris récemment les grands moyens pour contrer le fort taux d'absentéisme chez ses élèves du cheminement particulier de la première à la troisième secondaire. Depuis vendredi dernier, on y a implanté une nouvelle formule inspirée du populaire programme *Air Miles*.

Un élève qui réussit à ne pas sécher ses cours durant une journée complète mérite 200 points, auxquels peuvent s'ajouter 25 «milles» par période si le jeune rencontre des critères établis par l'enseignant qui ne sont pas liés au rendement académique.

À la fin, l'adolescent reçoit des prix de présence de 5000 à 20 000 points, soit l'équivalent de raquettes de ping-pong, d'une pizza consommée à l'école ou d'un ballon de soccer, etc.

Le jour du lancement du programme, il faisait beau soleil. Dix des soixante élèves du cheminement particulier ont préféré débiter leur fin de semaine plus tôt et briller par leur absence.

«Aujourd'hui (vendredi), ce n'est pas si pire, c'est seulement environ 15 % des jeunes qui ne sont pas là», s'exclame le directeur de l'école, Denis Rossignol, en faisant le décompte. Selon lui, un vendredi représentatif ne compte que la moitié des élèves présents.

L'idée de mettre en place des incitatifs pour inciter les jeunes à se pointer à l'école est née de l'initiative d'un groupe d'enseignants du Parcours axé sur l'emploi. Ce programme offre une voie alternative aux élèves âgés d'environ 15 ans accusant un retard significatif dans leur cheminement scolaire.

«Les enseignants ont voulu dès le début de l'année trouver des solutions pour contrer l'absentéisme. Les jeunes manquent de motivation et d'encadrement parental. Lorsque les parents motivent l'absence de leur enfant, on ne peut les réprimander», indique M. Rossignol.

L'école Sieur-de-Coulonge est le seul établissement secondaire francophone du Pontiac. On y compte 400 élèves en milieu rural dont plusieurs voyagent jusqu'à une cinquantaine de kilomètres pour se rendre à l'école. Selon les données du directeur, seulement environ 40 % des mères détiennent un diplôme d'études secondaires et l'école obtient la note de 9/10 du ministère de l'Éducation pour la cote de défavorisation. Selon les instigateurs du projet de points de récompense, les prix de présence plairont aux jeunes dont plusieurs proviennent d'un milieu défavorisé.

À la Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais, l'initiative de l'école est accueillie à bras ouverts et pourrait faire des petits.

«C'est excellent si ça peut aider les élèves à persévérer. Souvent une idée qui voit le jour dans une école est reprise dans les autres écoles, alors ça pourrait peut-être faire boule de neige», estime le porte-parole de la commission scolaire, Charles Millar.

---

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

## Cigarettes de contrebande

## Phénomène grandissant au secondaire

BRYAN  
MICHAUD

bmichaud@ledroit.com

La contrebande de cigarettes prend de l'ampleur dans les écoles secondaires de la région. C'est la conclusion qu'en tire l'étude de la Coalition régionale outaouaise contre le tabac de contrebande qui a été rendue publique, hier.

Lors de l'étude, les chercheurs ont amassé des mégots de cigarettes autour de cinq écoles secondaires de Gatineau. Dans 24 à 29 % des cas, les cigarettes analysées étaient illégales.

Selon des étudiants de l'école secondaire de l'Île, l'institution où l'étude a observé la plus haute proportion de cigarettes de contrebande, les jeunes ne semblaient pas étonnés de la nouvelle.

«Ça ne me surprend pas, dit un étudiant qui n'a pas voulu être identifié. Quand tu n'as pas d'argent, ça ne revient pas très cher de t'en procurer. On peut avoir 20 cigarettes pour 2 ou 3\$, et si on en achète encore plus, c'est encore moins dispendieux. On parle de 10\$ pour 200 cigarettes.»

La confiance de cet étudiant est corroborée par l'étude de la



ARCHIVES

Selon une étude de la Coalition régionale outaouaise contre le tabac de contrebande, entre 24 à 29 % des mégots repérés autour de cinq établissements scolaires de la région provenaient de cigarettes de contrebande.

Coalition.

«Les cigarettes de contrebande, qui se vendent 1\$ pour 20 cigarettes, coûtent la moitié du prix de certains paquets de gomme, rapporte le vice-président de l'Association canadienne des

dépanneurs en alimentation, Michel Gadbois. Ça peut être considéré comme banal pour bien des gens, mais les cigarettes de contrebande rapportent 1,5 milliard\$ par année au crime organisé au Canada.»

En 2006, 16,5 % des cigarettes sur le marché canadien étaient illégales, selon une recherche de GFK Research Dynamics. En 2008, la proportion est passée à 32,7 % et elle pourrait grimper à 80 % en 2010, selon une prévision

du groupe d'étude.

## Responsabilité parentale

Interrogés à savoir comment les étudiants de l'école secondaire de l'Île se procurent leurs cigarettes de contrebande, les adolescents ont pointé certains parents.

«Pour acheter ces cigarettes, il y a deux façons, continue l'étudiant. La personne se fait donner des cigarettes par ses parents, qui s'en procurent la plupart du temps dans les réserves indiennes. Aussi, d'autres jeunes s'en achètent d'élèves qui ont obtenu plusieurs paquets de leurs parents.»

De son côté, M. Gadbois hésite à pointer du doigt les parents. Selon lui, le crime organisé recrute des jeunes pour vendre le produit illégal dans les écoles.

«Selon la Gendarmerie Royale du Canada (GRC), 105 groupes criminalisés sont impliqués dans ce type de contrebande, dit M. Gadbois. Toujours selon la GRC, les deux tiers de ces groupes vendent également du cannabis et de la cocaïne et le tiers vend de la violence, à l'occasion. Il est fréquent qu'un jeune vendeur de cigarettes de contrebande se mette à vendre du cannabis ou de la coke par la suite, toujours pour les mêmes groupes.»



**cyberpresse.ca**

Publié le 30 septembre 2008 à 06h02 | Mis à jour à 06h10

## Ponts et viaducs: trop de chantiers, pas assez de vérifications



Viaduc Rosemont-Van Horne  
Photo: André Tremblay, La Presse



**Bruno Bisson**  
La Presse

Les ingénieurs du gouvernement du Québec affirment qu'ils ne sont « plus en mesure de garantir la sécurité des ponts et viaducs » en raison d'une surabondance des chantiers en activité et d'un manque d'effectifs criant pour vérifier la conformité des travaux routiers réalisés, pour l'essentiel, par le secteur privé.

Deux ans après l'effondrement du viaduc du boulevard de la Concorde, qui a fait cinq morts et six blessés, le 30 septembre 2006, à Laval, le président de l'Association des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ), Michel Gagnon, a affirmé à *La Presse* qu'« on n'a pas assez de personnel pour garantir que le

réseau routier est sécuritaire ».

« Il y a deux ans, dit-il, on prévoyait dépenser environ 1,4 milliard de dollars sur le réseau routier du Québec, cette année. Après le viaduc de la Concorde et les travaux de la commission Johnson, les prévisions de dépenses sont passées à 2,8 milliards. Cette année, on va réparer environ 700 ponts. Mais pendant ce temps-là, nous, on n'a pas un ingénieur de plus. Comment peut-on vérifier tout ce qui se passe quand la plupart des ingénieurs ne visitent même plus de chantiers ? Ils n'ont plus le temps ! »

M. Gagnon a avoué hier que plusieurs de ses membres craignent de plus en plus la répétition de cas comme celui du pont de la montée Fassett en Outaouais, qui sera démolie au cours des prochains jours par le ministère des Transports du Québec (MTQ). Le pont de Fassett, rappelle-t-il, n'est pas une autre vieille structure en train de tomber en ruine après des années de négligence. C'est un pont flambant neuf, construit au coût d'un million de dollars, il y a un an, et qui n'a jamais servi.

Heureusement d'ailleurs, puisque le pont, édifié avec du béton non conforme aux exigences du MTQ, aurait pu s'écrouler comme un château de cartes parce que certaines parties de cette structure fabriquées lors de deux



coulées de béton distinctes, n'adhéraient pas les unes aux autres.

« C'est un cas où le Ministère a été chanceux, raconte M. Gagnon. Un ingénieur du MTQ a remarqué des anomalies sur la structure lors d'une visite de chantier de routine, et il a prévenu la Direction des structures, qui a décidé d'analyser le pont. Dans ce cas-là, on a pu identifier le problème, mais rien, présentement, ne nous permet de croire qu'il n'y a pas d'autres ponts de Fassett parmi les 700 chantiers de ponts en cours, cette année. »

Cela dit, M. Gagnon estime qu'à plusieurs titres, les choses s'améliorent au MTQ. Depuis la publication du rapport de la commission d'enquête sur la tragédie du viaduc de la Concorde, présidée par Pierre Marc Johnson, en octobre 2007, le MTQ a mis en oeuvre plusieurs réformes internes majeures.

Les dossiers de quelque 9000 ponts sont en voie d'être numérisés, et seront disponibles à distance pour tout expert, peu importe où il se trouve au Québec. De même, souligne M. Gagnon, tous les nouveaux concepts de ponts proposés par des entrepreneurs doivent aujourd'hui être préalablement révisés par les experts en structures du MTQ. Les ouvrages construits pour le MTQ par des constructeurs privés doivent aussi faire l'objet d'une inspection complète, avant que le Ministère en prenne officiellement possession.

Ces changements sont tous en conformité avec les recommandations présentées le 18 octobre 2007 dans le rapport final de la commission Johnson.

Ces progrès sont « emballants » pour les ingénieurs du gouvernement, reconnaît M. Gagnon. Ils témoignent d'un souci réel du ministère des Transports, et de sa ministre, a-t-il tenu à souligner, d'éviter une autre tragédie comme celle du viaduc du boulevard de la Concorde. Les pratiques changent, les ressources financières sont disponibles.

« Il ne nous manque que du monde pour les mettre en pratique », dit le syndicaliste.

La Direction des structures du MTQ compte une quarantaine d'ingénieurs, précise M. Gagnon, et le Ministère compte sur moins de 200 professionnels spécialisés en ponts et viaducs, pour tout le Québec.

Au printemps dernier, lors d'une commission parlementaire, la ministre Boulet a elle-même reconnu qu'il faudra engager environ 200 professionnels pour constituer une « Agence québécoise des structures » qui est au coeur des réformes proposées par le MTQ en réponse au rapport de la commission Johnson.

Les ingénieurs civils étant très en demande, en cette période de redressement des infrastructures publiques, le recrutement est toutefois extrêmement difficile, parce que le secteur public ne peut pas rivaliser en termes de salaire et de conditions, avec les firmes privées, qui sont aussi désespérément à la recherche de main-d'oeuvre spécialisée afin de tirer profit de contrats publics, qui se chiffrent aujourd'hui en milliards de dollars.

## Cyberpresse vous suggère

---

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

## LA QUESTION DU JOUR

## Élection fédérale

Quelle différence le Parti vert fera-t-il dans votre circonscription ?

Envoyez vos opinions par courriel à [editorial@ledroit.com](mailto:editorial@ledroit.com), maximum 200 mots. Les lettres doivent être signées, avec vos coordonnées complètes. Seuls le nom et la ville de résidence apparaîtront en cas de publication.

## Un pont sur l'île Kettle ?

## Le pont, vu de Gatineau

Un pont est nécessaire, mais la qualité de vie des citoyens affectée devrait avoir une haute importance pour vous tous. Les propos tenus par certains pour dire qu'une simple minorité ne devrait pas empêcher l'avancement d'un tel projet et devrait être repensé, car sachez que les minorités ont souvent une grande influence.

Sans doute une grande majorité des citoyens du secteur Gatineau souhaite, avec raison de la venue d'un pont depuis longtemps. Mais la plus grande partie des résidences affectées sont celles directement sur montée Paiement entre le golf et la 50, où il sera impossible d'avoir des murs antibruits, etc. Sans compter la perte de valeur de nos propriétés et notre qualité de vie.

La solution sur le chemin de l'Aéroport est aussi une bonne solution, sans compter que cette option serait plus en ligne avec le trafic des camions.

Après tout, le but c'est de faire disparaître les camions du centre d'Ottawa et sûrement pas de les déplacer dans le centre de Gatineau.

Jacques Huard,  
Gatineau

## Des ponts, ça rapproche

Le débat sur l'emplacement d'un nouveau pont n'a rien à voir avec les riches et les pauvres. Il s'agit plutôt d'un débat sur la langue.

À Gatineau, où la plupart des gens sont bilingues, l'Ontario exerce un certain attrait. À Ottawa, où la majorité ne parle que l'anglais, le Québec reste un territoire hostile et un terroir de séparatistes.

L'exception est dans l'est de la ville. S'il y avait un pont à la hauteur du chemin Canotek, je n'hésiterais pas à redevenir membre de la bibliothèque de la Maison de la Culture, tout comme ma famille l'était à l'époque où mes jeunes enfants dévoraient les romans jeunesse. Je traverserais le pont pour bénéficier du service en français dans les commerces de l'Outaouais tout en demeurant citoyen de l'Ontario pour être près de ma famille.

Il nous faut bâtir des ponts entre le Québec et l'Ontario français, au grand dam des anglophones d'ici.

Denis Pigeon,  
Cumberland

## Toujours de l'obstruction

À mon avis, ce qui ne va pas avec le tout nouveau pont que l'on voudrait construire, c'est que les Ontariens n'en veulent pas. Ils n'ont pas besoin de venir au Québec pour travailler. Alors,

que l'on choisisse n'importe quel corridor pour un pont, il va toujours y avoir de l'obstruction.

Gilles Lamontagne,  
Gatineau (Buckingham)

## Kettle, inacceptable

Le choix privilégié du corridor 5 est aberrant. Nous habitons le projet domiciliaire Tecumseh et cette nouvelle route passerait à la ligne de notre terrain. La pollution, le bruit et la vibration seraient inacceptables. Nous nous opposons fermement à ce choix. De plus, pourquoi ce choix fait-il abstraction des 100000 personnes qui seraient directement affectées ? Pourquoi ce choix favorise-t-il la circulation (1800 camions/jour — 3000 voitures/jour) au détriment des gens ? Il défavorise aussi fortement les pollutions de l'hôpital Montfort. La pollution est réelle. Nous avons présentement une piste cyclable appartenant à la Ligne Verte à l'emplacement choisi pour y faire une autoroute à quatre voies. Il est impensable en 2008 qu'une solution telle que l'île Kettle et un parcours de quatre voies longeant des quartiers résidentiels soient retenus. Des murs antibruits ont été construits le long de la bretelle de la 50 via Maloney et les gens habitant le secteur affirment qu'ils perçoivent encore intensément le bruit et les vibrations. Pourtant la circulation y est moindre que celle prévue via le pont Île Kettle. Ce mur est donc un échec total.

Elaine Morest,  
Gatineau

## Méthode discutable

Plusieurs personnes sont favorables à la recommandation du pont de l'île Kettle, mais elles ne connaissent pas les détails de l'étude qui ont mené à cette recommandation. Dans la pondération des facteurs, la firme Roche-NCE accorde plus d'importance au milieu naturel (17 %) qu'aux humains (9 %). Est-ce que quelqu'un peut sérieusement prétendre qu'il faut accorder plus d'importance aux oiseaux et aux poissons qu'aux humains ?

Pour le groupe des sous facteurs «collectivités locales», les données indiquent que le choix de l'île Kettle est le pire choix. Il n'a pas été possible de savoir comment ces mesures d'importance ont été assignées. Il est difficile de critiquer les critères utilisés, mais il faut admettre que l'importance accordée à tous ces critères est farfelue. Il y a un manque de transparence et de sérieux sur la méthode utilisée pour déterminer les facteurs d'importance.

Laurent Roy,  
Ottawa



Parmi les membres fondateurs du Parti vert en 1980, on remarque l'actuelle chef de la formation politique, Elizabeth May.

## Des surprises du côté vert ?

Par les temps qui courent, l'environnement a la cote et figure parmi les trois principaux enjeux de la campagne électorale fédérale. Comment le vote vert affectera-t-il le paysage électoral de l'Est ontarien ?

Le premier parti «vert» canadien a vu le jour lors des élections fédérales de 1980, sous le nom de Small Party, un nom apparemment inspiré du livre *Small is Beautiful* de E.F. Schumacher. Parmi les membres fondateurs, on remarque Elizabeth May, qui ne sera pas élue, non plus qu'aucun des 15 autres candidats.

M<sup>me</sup> May dirige aujourd'hui le Parti vert, fondé en 1983, la seule des formations actuellement en lice à faire de l'environnement sa principale raison d'être. Il a pris bien du temps à acquérir la moindre notoriété, mais il a sans cesse amélioré ses résultats électoraux jusqu'à un sommet de 4,5 % aux élections de janvier 2006.

Au début de la campagne, les sondages accordaient au Parti vert la faveur de 7 % de l'électorat canadien.

Un peu partout, en particulier dans les milieux métropolitains branchés, il est devenu de bon ton d'affirmer qu'on votera «vert» le 14 octobre, à tel point que certains sondages ont révélé que le Parti vert et le NPD ont été brièvement au coude à coude dans les intentions de vote des Ontariens au milieu de septembre.

## Bon second choix

À la mi-campagne, les appuis au Parti vert semblent s'être stabilisés à 12 % en Ontario. Le Parti vert compte sur la participation de M<sup>me</sup> May au débat télévisé des chefs pour faire monter d'un autre cran ses appuis.

Elizabeth May peut aussi trouver réconfort dans le fait qu'à l'heure actuelle, parmi les électeurs qui expriment une préférence pour un parti plutôt qu'un autre, un sur quatre estime pouvoir changer d'avis et que le Parti vert est à toutes fins pratiques sur un pied d'égalité avec le NPD

et le Parti libéral comme «second choix» de l'électorat ontarien. En revanche, même si le Parti vert compte des sympathisants enthousiastes et présentes des circonscriptions, la plupart de ceux-ci sont inconnus du public et leur organisation locale est souvent rudimentaire. Dans les 13 circonscriptions de l'Est ontarien, 11 candidats du Parti vert sont des nouveaux venus sur les bulletins de vote et leurs moyens financiers bien en dessous de ceux de leurs principaux adversaires.

Certains écologistes de la première heure estiment aussi que plus les gens connaîtront le programme du Parti vert, plus ils auront des réserves sur les mesures fiscales qu'il contient. En effet, les «écologistes sociaux» reprochent parfois au Parti vert d'appartenir à la «droite environnementale» et ne se gênent pas pour rappeler qu'Elizabeth May a agi de 1986 à 1988 comme principale conseillère en environnement du gouvernement progressiste-conservateur de Brian Mulroney. En début de campagne, les milieux de gauche ont rappelé sa position ambiguë sur la question du droit des femmes à l'avortement. Et la question d'un «pacte vert» entre elle et Stéphane Dion en fait encore sourciller plus d'un.

Plus la campagne progresse, plus on se rend d'ailleurs compte de la fragilité du vote «vert». En effet, c'est parmi les sympathisants du Parti vert qu'on trouve la plus forte proportion d'électeurs qui affirment qu'ils pourraient bien voter pour un autre parti. Ces «mousses» émigreraient soit vers le NPD, soit vers le Parti libéral.

## Trois circonscriptions

Dans l'Est ontarien, le vote vert pourrait réserver des surprises dans au moins trois circonscriptions. Leurs candidats ont recueilli entre 3 et 10 % des votes au scrutin de janvier 2006, se classant toujours en quatrième position.

C'est dans Ottawa-Centre qu'ils

ont fait meilleure figure et il est difficile de prédire si les votes qui iront à la candidate Jen Hunter nuiront de manière significative à la réélection du néo-démocrate Paul Dewar. Fait intéressant, Elizabeth May a émis un communiqué lors du récent décès de «son amie» Marion Dewar, ancienne mairesse d'Ottawa et mère du député sortant d'Ottawa-Centre: la chef du Parti vert y faisait l'éloge de l'implication de Marion Dewar dans la vie publique. La majorité de ce dernier sur son plus proche adversaire en 2006 était de 5141 votes, tandis que le candidat du Parti vert récoltait presque 7000 voix.

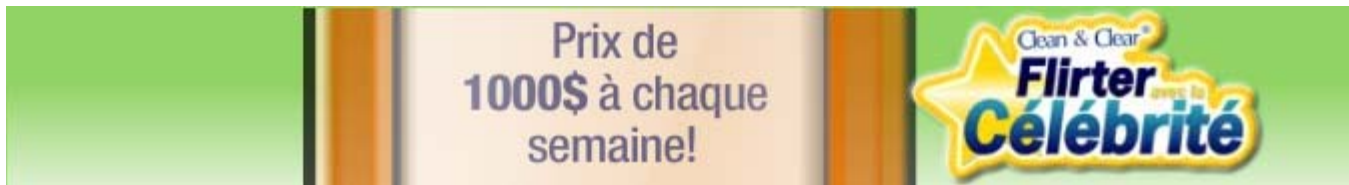
Dans Ottawa-Orléans, le député conservateur sortant Royal Galipeau sent sa faible avance fondre au profit du libéral Marc Godbout, qui compte bien retrouver le siège de député qui lui a échappé de justesse en 2006. On se demande lequel des deux souffrira le plus d'un accroissement probable de l'appui au Parti vert, dont le candidat Paul Maillet jouit d'être un résident bien connu d'Orléans contrairement à la candidate de ce parti de 2006, qui avait recueilli presque 2400 voix.

Enfin, dans Glengarry-Prescott-Russell, la circonscription de l'Est ontarien la plus volatile de cette campagne, la candidate verte Sylvie Lemieux n'a guère de chances d'être élue, mais les votes qu'elle récoltera pourraient bien faire la différence entre le libéral Dan Boudria ou la réélection du conservateur Pierre Lemieux. En 2006, la majorité de Lemieux n'était que de 213 voix, tandis que la candidate verte avait obtenu près de 2500 votes.

Ailleurs à Ottawa et dans l'Est ontarien, les majorités conservatrices ou libérales en 2006 devraient mettre les députés sortants à l'abri des perturbations vertes, à moins d'un revirement inattendu.

François-Pierre Gingras,  
Professeur,  
École d'études politiques,  
Université d'Ottawa





cyberpresse.ca

Publié le 30 septembre 2008 à 06h22 | Mis à jour à 06h27

## Les chefs des partis fédéraux doivent se prononcer, selon Charest



Photo La Presse Canadienne



**Denis Lessard**  
La Presse

Devant la gravité de la crise économique, les chefs de tous les partis fédéraux doivent dès maintenant expliquer quels moyens ils prendront pour éviter le pire au Canada, a indiqué hier le premier ministre Jean Charest.

«Personne n'a été surpris d'apprendre que de dépenser 700 milliards de fonds publics va nécessiter quelques débats au Congrès américain. Je ne suis pas surpris», a-t-il dit. Le ralentissement de l'économie, «nous le savons tous, peut durer un moment», a-t-il ajouté.

«Les partis fédéraux doivent se prononcer sur ce qui se passe aux

États-Unis et les impacts sur l'économie canadienne», a soutenu hier M. Charest. Ils doivent préciser «de quelle façon ils vont réagir». En cette période difficile, il importe que tous les ordres de gouvernement collaborent.

Mais le Canada et le Québec ne sont pas dans la même situation que les États-Unis, a insisté M. Charest.

«Nos institutions financières sont dans une situation très différente. On ne vit pas du tout les mêmes turbulences que vivent nos voisins américains. Nos institutions sont solides, elles n'ont pas fait les prêts qu'ont consentis les institutions américaines. Alors, il y a une différence fondamentale au point de départ», a-t-il souligné.

Au surplus, le Canada et le Québec «n'ont pas connu la surchauffe dans le domaine résidentiel que les Américains ont connu», a-t-il ajouté.

Le prochain gouvernement fédéral aura beaucoup d'options devant lui: il pourrait mettre en place des mesures d'aide aux travailleurs ou opter pour le soutien au secteur manufacturier, a prédit le premier ministre Jean Charest devant la nouvelle dégringolade des marchés.

Dans tous les cas, ils peuvent «compter sur notre collaboration». Le Québec, a-t-il rappelé, a fait des gestes

susceptibles de réduire l'impact de la débâcle au Québec. «On a réduit l'impôt sur le revenu, l'impôt sur le capital, on a lancé des investissements d'infrastructure qui vont aider l'économie.»

---

Copyright © 2000-2008 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

## **Ontario. Girl charged after teacher threatened**

**Canwest News Service**

Published: Tuesday, September 30, 2008

A 15-year-old girl has been criminally charged after a teacher was threatened with serious bodily harm last week at an Ajax high school, Durham regional police said yesterday. The girl, who cannot be named under the Youth Criminal Justice Act, faces one count of uttering threats and mischief. Police say the teacher told students to "pay attention and quiet down," last Wednesday and the student then began swearing, called the teacher derogatory names and threatened serious bodily harm.

© The Ottawa Citizen 2008

## Police step up hunt for killer of popular teacher Simoahmed El Fenne 'always had a smile'

**Neco Cockburn, Gary Dimmock, and Jessey Bird**

The Ottawa Citizen

*Tuesday, September 30, 2008*

OTTAWA - As staff and students at Ecole secondaire De La Salle mourned the death of a popular teacher some affectionately called "Monsieur Simo," Ottawa police intensified their search for the man's killer.

About 20 officers spent yesterday afternoon combing a wooded area near the Aviation Parkway and Hemlock Road and behind 1093 Chelsea Dr., the house where Simoahmed El Fenne's body was found by a friend at about 4 p.m. Sunday.

Mr. El Fenne, 46, had been stabbed and it is believed his body was in the Manor Park home for at least a couple of days before it was discovered.

Yesterday, a pair of cruisers were parked outside the two-storey house, which remained cordoned off by yellow tape. Police had also blocked off a section of trail leading to a pedestrian footpath behind the home -- the same area searched for clues yesterday.

Homicide: 'We need more teachers like him,' student says

Continued from page c1

At Ecole secondaire De La Salle, on St. Patrick Street near Beausoleil Drive, tearful classmates hugged each other as news of his death spread.

Students said a poster was set up as a tribute to Mr. El Fenne, whose formal job title was an "occasional substitute educational assistant."

Many students recalled the Moroccan-born man's cheerful attitude as he worked with students who arrived late to school and coached soccer teams, as well as helping



CREDIT: Mike Carrocetto, The Ottawa Citizen

Ottawa police officers search a section of the NCC recreational path Monday as part of the homicide investigation into the death of Simoahmed El Fenne.



CREDIT: Mike Carrocetto, The Ottawa Citizen

Simoahmed El Fenne's body was found in his home on Chelsea Drive.

special needs students.

"We need more teachers like him," said Eric Escaravage, 16.

"It's sad to see that someone so nice can be taken away just like that."

Aimee Rivet, 17, remembered that Mr. El Fenne "always had a smile" while at the school.



CREDIT:  
Simoahmed El Fenne.

Counsellors were at the school to help students and staff, said Andrée Myette, spokeswoman for the Eastern Ontario French Public School Board. Students recalled an unfamiliar silence settling over the school as they arrived for classes yesterday.

On a Facebook group in Mr. El Fenne's honour, Katerine Chavez wrote: "We all loved you Mr. Simo! ..."

Nic Ciatto-Begin remembered the teacher this way: "You were the best."

Meanwhile, a short drive from the school, neighbours living near Mr. El Fenne's old address, around Beechwood Avenue and Vanier Parkway, said they believed Mr. El Fenne was a father and had been separated from his wife.

His family members could not be reached for comment yesterday.

Mr. El Fenne was also a well-travelled sculptor, said Judi Michelle Young, president of the Sculptors Society of Canada.

Born in Casablanca, Morocco, Mr. El Fenne later studied cabinet making and sculpture at the Institute St-Luc de Tournai, an art and design school in Belgium.

He also studied mathematics in Brussels, according to a biography he supplied to the society.

Mr. El Fenne held exhibitions in Morocco, Belgium and France and won several awards for his work, which often consisted of wood sculptures that use various woods and metals, Ms. Young said.

She said she had not spoken to Mr. El Fenne since his last exhibition in Toronto in October and November of last year.

In a brief biography written last year for the society, Mr. El Fenne described his work:

"At this point in my life my style of art is abstract and organic, seeking to capture the flow of continuous movement. Sensuality is an integral part of my art -- with curves, varied essences, rich colours and a fine finish, inviting the hand to touch, the eye to look and the mind to dream," he wrote.

Mr. El Fenne's death is the sixth homicide in Ottawa this year.

Yesterday, Sgt. Denis Hull of the emergency services unit said officers would wrap up

the search of the wooded area when it grew dark, but would return today if necessary.

ncockburn@thecitizen.canwest.com

- - -

Read the latest stories on crime, the courts, calamities and tragedies online at:

© The Ottawa Citizen 2008

**CLOSE WINDOW**

---

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.  
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.

canoe network ... **Cnews****OTTAWA  
SUN**

September 30, 2008

## Death rocks school

### No suspects in stabbing of popular teacher

By **BETH JOHNSTON AND KENNETH JACKSON, SUN MEDIA**

He was the type of man everyone wanted to talk to -- funny, charming, compassionate.

He knew everyone by name. Always took a moment to pull troubled students aside -- the ones other teachers might avoid.

That's why nobody can grasp why someone would stab 46-year-old Simo Elfenne to death in his Manor Park home, the city's sixth murder of the year.

He was easily the favourite teacher at De La Salle High School, former colleague Manon van der Horden said.

"Every time I saw him, he made my day. Some people really touch you."

Elfenne, a handsome, Moroccan wood sculptor who coached soccer, was found dead in his two-storey Chelsea Dr. home at 4 p.m. Sunday.



Salle High School teacher Simo Elfenne is removed from his home on Chelsea Dr. early yesterday. (Della Rollins, Sun Media)

#### NO SUSPECTS

Major crime investigators were on scene all day yesterday, setting up a command post and canvassing the area.

Police have no suspects and an autopsy was performed yesterday.

The 1093 Chelsea Dr. home he had lived in for the past year and a half is registered to family members -- Laila Elfenne, who has worked for the International Criminal Court at The Hague, and Masud Husain, who is deployed overseas with the Department of Foreign Affairs, a department spokesman confirmed.

"They're hoping the media will respect their privacy," Rodney Moore said.

Police will investigate any connection to Foreign Affairs, along with any other angles, major crime Insp. John Gardiner said.

"We like to look at every aspect of the case," he said.

Teachers at De La Salle wept openly in the hallways yesterday as students signed a large memorial banner hanging near the front entrance.

A crisis management team with trained counsellors was there to help. Grief counsellors were also available at Manor Park Elementary School, where a student connected to Elfenne is enrolled. The student did not attend school yesterday.

Former De La Salle student and soccer player Willy Jenou remembered how much fun he had with Elfenne when they travelled to a soccer tournament in Kitchener last May.

"We lost the tournament, but there was joy -- because he was there," he said. "He was the kind of guy who makes everybody come together."

Elfenne used his experience playing in Germany to coach the De La Salle boys' soccer team.

A sculptor, known for his abstract wooden art, Elfenne lost the thumb of his left hand in a carving accident years ago.

#### NEIGHBOURS QUESTIONED

Police canvassed the neighbourhood, asking neighbours if they'd seen any "suspicious characters" in the area.

They taped off the large backyard and a perimeter surrounding the house, as well as a path behind the building, which runs about 20 metres into the woods and leads to the Aviation Pkwy.

Neighbours said a woman in a Grand Caravan with Quebec licence plates arrived at Elfenne's home at 3:30 p.m. Sunday. They said she was later seen being interviewed by police, with her head cast down.

"He had the best stories, the best jokes, the smile, the vibe, the mood -- it was so good," Jen0 said. "Who would want to kill him? Nobody understands."

Anyone with information is asked to call police at 613-236-1222, ext. 5493, or Crime Stoppers at 1-800-222-8477.